



Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur « Parcoursup : nous allons revoir le calendrier »

INTERVIEW

RENTRÉE Alors que les étudiants retrouvent le chemin des amphithéâtres, la ministre dresse le bilan de la plateforme et esquisse des pistes d'amélioration

La nouvelle procédure d'admission à la fac s'est achevée vendredi, laissant encore, comme au temps du décret APB, quelques milliers de jeunes sur le carreau. La ministre de l'Enseignement supérieur répond aux critiques et évoque la rentrée 2018.

Quel bilan tirez-vous de cette première année Parcoursup ?

Parcoursup a fonctionné et permis d'atteindre les objectifs fixés dans la loi : supprimer le tirage au sort, favoriser la mobilité géographique et sociale, mettre en place des parcours d'accompagnement pour limiter les abandons et l'échec. Les retours des présidents d'université sont unanimes : la rentrée se passe bien. L'engagement que j'avais pris au terme duquel chaque candidat aura une proposition au plus près de ses vœux sera tenu : à la clôture de la plateforme, près de 600.000 candidats ont eu une affectation et moins de 1.000 bacheliers restent encore en accompagnement par les rectorats, parmi eux seuls quelques dizaines de bacheliers généraux.

Le grand gagnant, n'est-ce pas le

secteur privé qui accueille les déçus ?

Absolument pas. La plateforme a permis à 25.000 bacheliers de plus qu'APB d'obtenir leur affectation, sachant que nous n'avions que 4.000 candidats supplémentaires inscrits sur la plateforme par rapport à 2017. Cela n'a donc pas de sens de penser que Parcoursup a poussé les candidats vers le privé !

Beaucoup ont critiqué la lenteur du système Parcoursup, comment y remédier ?

Si Parcoursup a été vécu par certains comme un processus plus long, c'est parce qu'il donnait plus de choix et de temps aux candidats. Mais j'entends ce ressenti : nous réfléchissons à revoir le calendrier de clôture de la plateforme et les délais de réponse. L'an prochain, nous publierons aussi le rang du dernier candidat accepté dans chaque formation.

Envisagez-vous de remettre, à un moment, une hiérarchisation des vœux ?

J'ai toujours été opposée à l'idée de hiérarchiser les vœux dès le départ : les jeunes doivent avoir le temps de mûrir leur choix. Mais j'ai interrogé des scientifiques pour voir si cela aurait un impact de hiérarchiser fin juillet ou en phase complémentaire. La réponse est négative. Le constat est qu'à la fin juillet 95 % des lycéens ont déjà accepté la proposition qui correspond à leur inscription finale. On passe ensuite à du sur-mesure, hiérarchiser ne sert alors plus à



Frédérique Vidal dans son ministère, vendredi à Paris.
J.GRAF/DIVERGENCE
POUR LE JDD

rien : il faut un accompagnement humain. En résumé, pour accélérer la procédure, mieux vaut travailler sur le calendrier que hiérarchiser les vœux. C'est dans la gestion des démissions que se trouve une marge d'accélération de la procédure.

Certains estiment que Parcoursup défavorise les candidats des quartiers populaires...

C'est totalement l'inverse ! Par-

coursup protège davantage. La loi a instauré deux quotas : l'un pour la mobilité géographique, permettant de postuler dans une autre académie, l'autre social, imposant un minimum de boursiers dans l'ensemble des formations. Cela a déjà produit des effets : une augmentation de 15 % de jeunes de Seine-Saint-Denis inscrits dans les établissements de Paris intra-muros et de 29 % de boursiers dans les classes préparatoires pari-

siennes. Nous déterminerons avec les comités de suivi comment augmenter les quotas l'an prochain pour aller encore plus loin.

Face au pic démographique actuel, les moyens sont-ils suffisants ?

En 2019, le budget de mon ministère augmente de 549 millions d'euros, ce qui porte l'effort à 1,3 milliard depuis deux ans, soit 5 % de hausse. Les universités ont bénéficié de moyens supplémentaires : 35 millions d'euros en 2018, 123 millions en 2019. Et 325 des 450 millions annoncés dans le plan d'investissements ont déjà été alloués. Ces financements vont permettre de proposer des pédagogies alternatives, de travailler en petits groupes, de bénéficier d'équipements numériques plus interactifs...

Et créer des places en plus ?

Nous avons déjà financé 31.000 places supplémentaires pour cette rentrée mais, au niveau national, nous avons encore 127.000 places non pourvues dans l'enseignement supérieur, y compris en classe prépa, en IUT ou en BTS. En réalité, on ne manque pas de places, mais il y a un problème d'adéquation entre l'offre et la demande. Les bacheliers et leurs familles se perdent aussi dans le maquis des formations. Je vais m'atteler dès cette année à rendre l'offre plus lisible. ●

**PROPOS RECUEILLIS PAR
MARIE QUENET**